

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/6940
16 novembre 1965
FRANCAIS
ORIGINAL : RUSSE

LETTRE DATEE DU 16 NOVEMBRE 1965, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL
DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DE L'UNION DES REPUBLIQUES
SOCIALISTES SOVIETIQUES

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer la déclaration
ci-jointe du Gouvernement soviétique, concernant la situation en Rhodésie du Sud,
comme document officiel du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies.

Veillez agréer, etc.

Le représentant permanent de l'URSS
, auprès de l'Organisation des
Nations Unies,

(Signé) N. FEDORENKO

DECLARATION DU GOUVERNEMENT SOVIETIQUE SUR LA SITUATION
EN RHODESIE DU SUD

Le 15 novembre 1965

Les colonialistes ont commis un nouveau crime contre les peuples africains. Le 11 novembre, le régime raciste de Ian Smith a proclamé l'"indépendance" de la Rhodésie du Sud. De tels actes visent à perpétuer en Rhodésie du Sud un ordre colonial fondé sur l'oppression inhumaine du peuple de Zimbabwe, qui compte 4 millions de personnes, par une poignée de racistes, et sur la répression brutale de la juste lutte que mène ce peuple pour l'indépendance véritable, la liberté et la justice sociale. Les colonialistes et les racistes ont fait une nouvelle tentative pour consolider le bastion du colonialisme et du racisme au sud du continent africain.

La transformation de la Rhodésie du Sud en un Etat "indépendant" de racistes blancs est un défi flagrant du colonialisme au peuple de ce pays qui, depuis des années, lutte courageusement pour la liberté et l'indépendance, un défi aux peuples de l'Afrique et du monde entier. Les colonialistes ont fait fi de la volonté des peuples, énoncée dans la Déclaration historique des Nations Unies sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et dans de nombreuses décisions de l'Organisation des Nations Unies qui condamnent les actes des racistes de Rhodésie du Sud et demandent qu'une indépendance véritable soit accordée au peuple de Zimbabwe.

Les racistes de Rhodésie du Sud n'auraient pas osé mettre à exécution leurs plans criminels s'ils n'avaient pas été d'accord avec les colonialistes, qui ont permis au régime de Salisbury de renforcer, ces dernières années, son potentiel économique et militaire, et qui l'ont aidé par tous les moyens. De même, ce crime n'aurait pas pu avoir lieu sans la bénédiction des gouvernements de pays de l'OTAN, en particulier des Etats-Unis d'Amérique. La création d'un nouveau bastion du racisme, cette fois-ci en Rhodésie du Sud, fait partie d'un plan d'ensemble des milieux impérialistes, qui cherchent à faire obstacle au mouvement de libération nationale des peuples africains, dont les vagues se rapprochent de plus en plus des derniers remparts du colonialisme.

Le Gouvernement soviétique partage entièrement l'opinion des Etats africains indépendants, énoncée dans les décisions de l'Organisation de l'unité africaine, à

/...

savoir que les milieux dirigeants du Royaume-Uni ne pourront jamais échapper à leur responsabilité pour ce crime contre les peuples africains, pour cette tragédie nationale infligée au peuple de Zimbabwe, qui depuis des années mène une lutte opiniâtre pour ses droits.

Actuellement, le Gouvernement du Royaume-Uni feint de condamner les actes des autorités de la Rhodésie du Sud, et il demande au Conseil de sécurité d'examiner la question de la Rhodésie du Sud. Mais il est évident que ses déclarations ne visent qu'à blanchir la politique qu'il mène véritablement.

Le Royaume-Uni, en dotant la Rhodésie du Sud, dès 1961, d'une "Constitution" que le Gouvernement britannique avait lui-même établie et qui consolidait le système raciste, a jeté les bases du régime actuel, c'est-à-dire de la domination coloniale des racistes sur des millions d'Africains. Ensuite, il a armé les racistes de Rhodésie du Sud, les a aidés à consolider leurs positions en encourageant l'alliance coloniale de la Rhodésie du Sud avec le régime raciste de la République sud-africaine et avec les colonialistes portugais en Angola et au Mozambique. En conséquence, la Rhodésie du Sud est devenue un Etat policier, un pays de prisons, de camps de concentration et de terreur pour la population africaine du pays.

Le régime raciste de Rhodésie du Sud constitue également une source de dangers pour tous les autres peuples africains, y compris ceux qui se sont déjà libérés du joug colonial. C'est une baïonnette pointée vers le coeur de l'Afrique libérée, c'est une menace constante contre la paix en Afrique et dans le monde.

La proclamation de l'"indépendance" de la Rhodésie du Sud par les racistes a déclenché une vague mondiale de protestations. L'un après l'autre, les Etats déclarent qu'ils ne reconnaissent pas le régime criminel de Smith. Le 11 novembre, l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies a condamné l'action des autorités de Rhodésie du Sud et a demandé au Royaume-Uni de prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires, y compris le recours à la force armée, pour mettre fin aux actes d'une poignée de racistes qui ont perdu toute retenue et pour remettre le pouvoir à un gouvernement qui représente véritablement la volonté du peuple de Zimbabwe. Le lendemain, le Conseil de sécurité a prié tous les pays de considérer qu'il était essentiel de ne pas reconnaître le régime raciste illégal de Rhodésie du Sud et de s'abstenir de lui prêter aucune assistance.

Le Gouvernement soviétique, s'inspirant de la position de principe qu'il prend à l'égard de la liquidation du colonialisme, condamne catégoriquement le nouveau crime perpétré contre les peuples d'Afrique et déclare qu'il ne reconnaît pas le régime raciste qui a usurpé le pouvoir en Rhodésie du Sud. L'Union soviétique appuie sans réserve les décisions adoptées par le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale de l'ONU au sujet de la situation en Rhodésie du Sud, et elle les appliquera strictement.

Fidèle à sa politique constante de soutien au mouvement de libération nationale des peuples, le Gouvernement soviétique affirme sa solidarité absolue avec le peuple de Zimbabwe et confirme qu'il est prêt à coopérer avec les pays africains pour aider ce peuple par tous les moyens dans la juste lutte qu'il mène pour une indépendance nationale véritable.

